



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CS

**Arrêté préfectoral imposant à la Société ONDUCLAIR
S.A. des prescriptions complémentaires pour la remise
en état de son site de WASQUEHAL, 1 et 3, rue du
Maréchal Leclerc**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

- VU le code de l'environnement, en particulier ses articles R512-31, R512-74 à R512-78 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 1994 autorisant la Société ONDUCLAIR à poursuivre l'exploitation à WASQUEHAL, 1 et 3, rue du Maréchal Leclerc, d'une installation de fabrication de plaques en différentes matières plastiques ;
- VU la cessation, le 31 décembre 2005, de toute activité industrielle par la Société ONDUCLAIR à WASQUEHAL ;
- VU le procès-verbal de récolement établi le 10 octobre 2006 pour le site de WASQUEHAL ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2007 imposant à la Société ONDUCLAIR des prescriptions complémentaires pour la surveillance des eaux souterraines de son site de WASQUEHAL ;
- VU les résultats de l'autosurveillance des eaux souterraines transmise par la Société ONDUCLAIR à l'inspection des installations classées le 6 janvier 2009 ;
- VU les propositions faites par la Société ONDUCLAIR dans son courrier du 17 février 2009 ;
- VU le rapport en date du 10 mars 2009 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nord - Pas-de-Calais, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de ses séances des 21 avril et 19 mai 2009 ;

VU les remarques émises par la Société ONDUCLAIR dans ses courriers des 10 avril, 7 mai et 29 juin 2009 ;

VU le nouveau rapport de la DREAL en date du 27 août 2009 ;

CONSIDERANT qu'au vu des résultats d'autosurveillance susvisé, la compatibilité du site de WASQUEHAL avec son usage est à vérifier ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1

La Société ONDUCLAIR SA, dont le siège social est rue Descartes, ZAC Maurice Schumann, 59560 COMINES, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la remise en état de son ancien site situé 1 et 3, rue du Maréchal Leclerc, B.P. n°93, 59442 WASQUEHAL CEDEX.

ARTICLE 2

L'exploitant met à jour, **pour le 31 janvier 2010**, l'évaluation détaillée des risques produite à l'occasion de la cessation d'activité du site et de sa remise en état pour un usage d'habitat et d'espaces verts, en tenant compte des données d'autosurveillance susvisée.

Il met à jour de la même façon, **pour le 31 janvier 2010**, la simulation de l'écoulement et du transfert de masse dans la nappe réalisée en septembre 2006.

ARTICLE 3

La périodicité de surveillance de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2007 susvisé est portée à deux mois pour la durée de l'année 2009.

A la fin de l'année 2009, l'exploitant produira un mémoire établi par un hydrogéologue expert qui statuera sur la nécessité de maintenir ou adapter cette périodicité de surveillance.

ARTICLE 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de son affichage.

ARTICLE 5

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société ONDUCLAIR S.A. et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de WASQUEHAL,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nord – Pas-de-Calais, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de WASQUEHAL et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le 22 SEP. 2009

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint
Yves de Roquetaillade

